

CONSEIL NATIONAL

Confidentiel

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES

T o u r d ' h o r i z o n

(Séance du vendredi 30 avril 1976)



(Situation au 23 avril 1976)

T O U R D ' H O R I Z O NITALIE

L'Italie a donné ces dernières semaines l'image d'un pays inquiet, perturbé et incertain de son avenir. La situation économique n'a cessé de se dégrader (diminution du PNB, chute accélérée de la lire, montée du chômage). Les tensions s'aggravent avec la multiplication des grèves et des actes de violence. Le gouvernement comme d'ailleurs le Parlement se sont montrés impuissants à prendre les mesures indispensables.

Les énergies des anciens partenaires de la coalition centre-gauche sont apparues comme entièrement mobilisées vers des querelles internes, ainsi qu'on l'a vu à l'occasion des congrès tenus successivement par les socialistes, les sociaux-démocrates et les démocrates-chrétiens. Aucun de ces partis n'a réussi à élaborer un programme d'action cohérent.

Le PSI, qui a assuré jusqu'ici la survie artificielle du gouvernement monocoloré démocrate-chrétien d'Aldo Moro en s'abstenant lors des votes à la Chambre, a manifesté sa préférence pour la formation d'un front populaire avec les communistes. Ceux-ci n'ont pas paru jusqu'à maintenant avoir dévié de leur objectif de "compromis historique" avec la démocratie chrétienne (que les socialistes redoutent, car il les relègue au second plan) alors que la démocratie chrétienne elle-même voulait un retour au centre-gauche, aujourd'hui rejeté par les socialistes. On était dans l'impasse lorsque la crise a été précipitée par le débat sur l'avortement, au cours duquel la démocratie chrétienne, pour bloquer un projet qu'elle jugeait trop libéral a dû s'allier avec les néo-fascis-

tes contre tous les autres groupes. La vieille opposition entre "chrétiens" et "laïques" a donc resurgi pour précipiter des élections anticipées, à la suite de l'échec d'une série de tractations au cours desquelles les communistes ont manifesté leur intérêt pour un maintien du gouvernement Moro avec, cette fois, leur appui officiel et à leurs conditions, jusqu'au terme régulier de la législature. Aujourd'hui, c'est à des élections anticipées qu'on se prépare. Il n'est pas trop malaisé de comprendre pour quelles raisons le parti communiste a cherché à les éviter. Il a jusqu'à présent progressé de scrutin en scrutin vers le statut de parti de gouvernement. Un accord avec la démocratie chrétienne aurait représenté l'avant-dernier pas vers ce statut et rendu difficile à la démocratie chrétienne une campagne électorale ayant pour but de barrer aux communistes l'entrée dans le Ministère.

C'est précisément à une campagne électorale de ce type qu'on peut s'attendre aujourd'hui. La situation de quasi-pat créée au niveau régional à la suite des élections administratives de juin 1975 (qui avaient donné 35,3 % des voix à la démocratie chrétienne et 34,3 % au parti communiste italien) ne se reproduira pas nécessairement au niveau national, un réflexe conservateur pouvant alors jouer, hypothèse fragile, en faveur de la démocratie chrétienne. Un redressement démocrate-chrétien pourrait même convaincre le PSI de reconduire l'alliance antérieure et aboutir à la formation d'un nouveau gouvernement de centre-gauche. Si, en revanche, les élections devaient confirmer, voire amplifier les progrès enregistrés par le PCI, lors du dernier scrutin, la démocratie chrétienne ne pourrait guère plus alors échapper à une entente avec le PCI, à supposer que ce dernier y soit encore intéressé.

Une entente de ce genre ne se ferait pas nécessairement sous la forme du "compromis historique" espéré par Berlinguer, et cela pour plusieurs raisons. Il est possible d'abord que les

pressions extérieures, en particulier celles des Etats-Unis, décident le PCI à une collaboration de type plus limité. Il se bornerait alors à apporter un appui parlementaire permanent au gouvernement qui serait, en échange, tenu de le consulter sur toutes les mesures à prendre. Ce qui milite en faveur d'une telle hypothèse est le fait que celle-ci donnerait au PCI une influence sur la politique gouvernementale sans le charger des responsabilités du pouvoir. Le PCI se contenterait ainsi de l'accord qu'il a proposé il y a quelques semaines en vue d'éviter des élections anticipées. Le "compromis historique" lui-même est une formule qui comporte de nombreuses ambiguïtés. En particulier, il n'est pas certain que le parti communiste accepte de la considérer comme une des innombrables combinaisons parlementaires qui ont marqué la politique italienne depuis la fin de la guerre et qui ont pour caractéristique de pouvoir, sans trop de mal, être remplacées par d'autres combinaisons.

Il est plus probable que le parti communiste considérerait ce compromis comme une étape vers la réalisation de son projet social, c'est à dire l'instauration d'une société sans classes par la voie d'une transformation socialiste du pays.

Des déclarations qui ont été faites il y a quelques années par M. Berlinguer marquaient dans cette direction. De même, l'acceptation, qui paraît incluse dans le "compromis historique", de la participation italienne à l'OTAN et au Marché commun pourrait fort bien être victime soit du résultat des élections soit de vicissitudes se produisant pendant la période consécutive qui promet, en tout état de cause, d'être très difficile pour l'Italie.

ARGENTINE

Le coup d'Etat militaire du Général Videla s'est produit aux termes d'une très longue crise des institutions et de l'économie argentines. Déjà du vivant du Général Peron, les contradictions et les difficultés assaillaient comme tant de fois depuis la guerre ce pays, pourvu pourtant de toutes les ressources voulues pour être prospère. Dans les quelques semaines qui suivirent la mort de Peron, il devait se révéler, sans qu'on en soit autrement surpris, que sa veuve était incapable d'assumer la direction du pays. Elle restait cependant auréolée du charisme de son époux, voire de la première Mme Peron que les peronistes argentins entourent aujourd'hui encore d'un culte délirant.

C'est précisément en considération des fortes résonances émotionnelles que le peronisme trouvait encore dans de larges masses de la population, en particulier parmi les organisations ouvrières, que les militaires argentins, résolus depuis longtemps à une intervention, ont laissé le régime peroniste, tombé en quenouille, aller jusqu'au bout de sa course.

La junte militaire, ayant constaté le discrédit total qui frappait le pouvoir de Mme Peron et de ses conseillers, a procédé à son élimination avec méthode et circonspection. Les préparatifs du coup d'Etat ont eu lieu au grand jour, ce qui a confirmé les militaires dans la certitude que le changement ne rencontrerait pas d'opposition. L'emploi de la force a donc été limité au minimum et l'effusion de sang évitée.

On a aussi prévenu de la sorte la formation d'un mythe peroniste, analogue à celui qui avait suivi le renversement du feu président, en 1955. Il reste encore à voir si la faillite des héritiers du Général Peron s'étendra aussi à la doctrine un peu fumée qu'il avait élaborée sous le nom de "justicialisme".

En ce moment, la junte de trois membres procède au démantèlement de l'appareil peroniste et à l'épuration dans l'administration sans rencontrer de résistance notable. Les organisations et les positions clés de l'économie ont été placées sous contrôle militaire. De nombreux représentants du régime déchu sont poursuivis pour abus de pouvoir, corruption et subversion. On s'attend à des procès.

Seules les forces armées étaient en mesure de remplir le vide causé par la déliquescence du pouvoir peroniste, car on avait assisté, au cours de ces dernières années, à une dégradation progressive des partis comme organisations politiques capables d'agir utilement. Le nouveau régime militaire a créé un centre de pouvoir compact, le chef de la junte, le Général Videla, cumulant ces fonctions avec celles de chef de l'Etat et commandant des forces armées. Cependant le Général Videla a fait connaître son intention de placer rapidement des civils aux postes clés du gouvernement.

Le caractère technocratique du régime apparaît tout particulièrement dans la réorganisation du ministère de l'économie qui a été fortement développé, indiquant ainsi les priorités posées par la junte dans ce domaine. Celle-ci se trouve affrontée à une tâche très difficile, en raison de l'inflation qui a dépassé l'année dernière 500 %, de l'accroissement de la dette extérieure, de la récession, du chômage et du déséquilibre du budget de l'Etat. Les premières mesures prises par la junte indiquent qu'on s'oriente vers une revalorisation du secteur privé et une ouverture du pays au capital étranger.

A court terme, il y a peu de chances que la situation économique s'améliore. Au contraire, les mesures de stabilisation vont sans doute renforcer la récession. Il est probable que les appels à l'effort et au travail du Général Videla ne suffiront pas à prévenir les revendications des victimes de cette crise et un accroissement des tensions sociales. Le terrorisme, qui avait fait au cours de ces derniers mois des centaines de victimes, continue à sévir.

La junte, qui s'est distinguée par sa modération, qui évite des déploiements de forces inutiles et qui a respecté jusqu'à présent, semble-t-il, les droits élémentaires, risque donc de se trouver bientôt confrontée à une situation dangereuse.

Elle pourrait alors être amenée à durcir l'exercice de son pouvoir, avec la conséquence d'une périlleuse escalade politique et de la violence. Vu l'existence de forts groupes de terroristes d'extrême gauche, Montoneros et ERP ("Esercito Revolucionario del Pueblo"), ainsi que d'un courant dans l'armée qui préconise les méthodes employées au Chili par le Général Pinochet, cette escalade pourrait malheureusement déboucher sur une guerre civile.

Dans cette situation, il semble que l'Ouest a intérêt à aider autant qu'il dépend de lui la junte dans son difficile effort de déblaiement des débris du péronisme et de reconstruction du pays.

AFRIQUE AUSTRALE

L'évolution politique en Afrique australe s'est récemment accélérée, plus sans doute que dans d'autres régions du monde. Depuis l'abandon précipité des colonies portugaises à la suite de la révolution du 25 avril 1974 et la prise du pouvoir par des mouvements révolutionnaires qui a suivi en Angola et au Mozambique, les colons blancs et les gouvernements minoritaires qui s'appuient sur eux se voient confrontés de manière pressante avec les revendications de majorités noires qu'ils avaient jusqu'ici toujours ignorées et dont ils ne pensaient pas qu'elles pourraient devenir actuelles avant la fin du siècle.

En même temps, l'intervention de forces cubaines et la livraison massive d'armes soviétiques aux révolutionnaires angolais ont fait apparaître sous un jour incertain la "détente" entre les Etats-Unis et l'URSS et ont soulevé la question d'une offensive des troupes cubaines contre les régimes blancs de la région, avec les perspectives politico-militaires qui pourraient résulter d'un tel affrontement.

Les foyers de troubles sont aujourd'hui au nombre de trois: la Rhodésie, la Namibie et l'Afrique du Sud. Depuis la proclamation unilatérale d'indépendance de la Rhodésie par le gouvernement Ian Smith, en 1965, proclamation qui tendait à éviter la remise du pouvoir par le Grande-Bretagne aux représentants des populations noires, la Grande-Bretagne, qui se considère toujours comme juridiquement responsable pour son ancienne colonie, s'est efforcée, par un mélange de pression et de négociations, d'obliger les colons blancs à accepter un pouvoir "majoritaire" noir. Cependant, ni les sanctions de l'ONU, renforcées et étendues récemment encore, ni les difficiles pourparlers conduits à plusieurs reprises avec Ian Smith n'ont permis au gouvernement

britannique d'atteindre son but. Comme il s'est toujours refusé à employer la force contre les "rebelles" de Rhodésie, que les relativement faibles mouvements de guérilla opérant à l'intérieur des frontières n'étaient pas en mesure de lutter efficacement contre l'armée rhodésienne et que les sanctions des Nations Unies étaient aisément tournées par les territoires sud-africains et portugais, les blancs de Rhodésie se sont facilement bercés, jusqu'à la chute du régime Caetano, d'un sentiment de sécurité qui se confondait pour eux et même pour certains milieux européens avec la légitimité de leur pouvoir.

La révolution portugaise a incité M. Smith, sous la pression du Président du conseil sud-africain, M. Vorster, et du chef d'Etat zambien, M. Kaunda, à rechercher des contacts avec les plus modérés des leaders noirs de Rhodésie. Le parallélisme entre l'attitude de M. Vorster et celle de M. Kaunda vaut d'être relevé. Le progressisme qui se manifestait dans le mouvement des forces armées portugaises faisait en effet craindre aux deux leaders, si différents par leurs conceptions et leur carrière politiques, l'arrivée au pouvoir dans les ex-colonies portugaises de groupes extrémistes peu soucieux de préserver la paix et l'équilibre dans la région. M. Ian Smith ne montra cependant guère de bonne volonté dans ses entretiens avec les leaders noirs et, après une première rencontre à Victoria Falls, ne trouva plus comme interlocuteur que M. Nkomo, chef de l'aile modérée de l'ANC (African National Council). Même les développements qui ont suivi la proclamation de l'indépendance de l'Angola, le 11 novembre dernier, n'ont pu inciter M. Smith à renoncer à sa position qui vise à maintenir le pouvoir blanc en Rhodésie pendant des dizaines d'années. Le 19 mars dernier, M. Nkomo, qui était violemment attaqué par d'autres leaders de Rhodésie, a renoncé à poursuivre la discussion.

Il ne s'agit peut-être pas de son dernier mot, mais la position de la Rhodésie n'a cessé de s'aggraver. Le 3 mars, M. Samora Machel, président du Mozambique, a fermé la frontière et en particulier le chemin de fer de Beira. M. Seretse Khama, président du Botswana, envisage aujourd'hui d'en faire autant, malgré les difficultés qui résultent du fait que les chemins de fer de son pays appartiennent à la Rhodésie. Même si la proclamation d'une sorte d'état de guerre entre le Mozambique et la Rhodésie ne doit pas être prise trop au sérieux et que, en particulier, l'accroissement de l'activité militaire à la frontière mozambicaine a été plutôt faible, il reste que la situation du régime Smith pourrait se détériorer notablement, surtout si les troupes cubaines, aujourd'hui encore stationnées en Angola, se décidaient à intervenir. Les intentions de M. Fidel Castro restent à cet égard totalement obscures. Les Etats-Unis l'ont déjà mis en garde contre toute intervention de ce genre, sans qu'il soit possible de voir exactement ce qu'ils pourraient entreprendre dans une telle éventualité.

On sait cependant que les voisins de la Rhodésie (Zambie, Tanzanie, Mozambique) ne sont pas désireux de voir la petite armée cubaine engagée de cette façon, ne serait-ce que par considération pour les bonnes relations qu'ils entretiennent avec la Chine, laquelle a manifesté un très vif mécontentement à propos des événements d'Angola.

L'attitude future de ces gouvernements à l'égard des mouvements de libération de Rhodésie sera sans aucun doute déterminée par la capacité du gouvernement Smith à accepter les réalités présentes.

A Londres, on souhaite le maintien au pouvoir de M. Smith que l'on considère comme le seul homme politique peut-être capable de faire accepter une majorité noire à la population

blanche. Il reste ainsi une dernière chance de voir éviter une effusion de sang, mais le temps est de plus en plus mesuré. Si M. Smith se montre prêt à traiter, un retour temporaire de la Rhodésie sous l'égide de Whitehall est une possibilité. Il ne changerait rien au passage à un gouvernement majoritaire noir et à une profonde transformation de l'économie, mais celle-ci pourrait s'étendre sur plusieurs années.

En Namibie (Sud Ouest africain), l'Afrique du Sud, qui administre ce territoire en se fondant sur le mandat reçu de la SdN, ne s'est décidée que très tardivement à préparer l'indépendance totale, après avoir envisagé une annexion pure et simple. Aujourd'hui, une conférence constitutionnelle s'est réunie à Windhoek. Les délégués sont des représentants des différentes tribus habitant le territoire. La conférence n'a atteint jusqu'ici aucun résultat, mais elle doit reprendre ses travaux en juin. On ne compte pas, du côté sud-africain, que l'indépendance puisse être proclamée avant un délai de trois ans. La principale organisation politique des populations de la région, la SWAPO (South West African Peoples Organisation), qui n'a pas un caractère tribal, n'était pas représentée à Windhoek. En effet, elle ne traite qu'avec les Nations Unies qui, comme on le sait, ont mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie et ont créé un conseil spécial chargé de l'administrer. Il est clair que l'Afrique du Sud entend conduire le Sud Ouest africain à l'indépendance, sous la forme des "Home Lands" telle qu'elle est pratiquée en Afrique du Sud même. La SWAPO, en revanche, défend l'unité de la Namibie.

Après l'échec de l'intervention sud-africaine en Angola, qui s'est terminée par une entente tacite de nature incertaine avec le gouvernement Neto au sujet du sort des installations hydro-électriques frontalières et par une condamnation de l'Afrique du Sud au Conseil de sécurité, on peut se demander dans quelle mesure l'Angola a l'intention, éventuellement avec l'appui cubain,

d'activer les opérations en Namibie même, où opèrent des détachements de la SWAPO. M. Neto sera sans doute guidé par des préoccupations analogues à celles qui vont dicter son comportement à l'égard de la Rhodésie. En Afrique du Sud même, les répercussions promettent d'être assez sérieuses. Après la chute du régime autoritaire portugais, M. Vorster s'est efforcé d'améliorer ses relations avec les leaders de l'Afrique noire. Il avait obtenu à cet égard certains succès dus au fait que des hommes d'Etat comme M. Houphouët-Boigny, estimaient erronée la politique de boycottage et de coups d'épingle suivie jusque-là par l'OUA. M. Houphouët-Boigny était d'avis qu'en aidant l'Afrique du Sud à sortir de son ghetto, il serait possible d'améliorer le sort des victimes de la politique d'apartheid et même, à la longue, d'entreprendre le démontage de cette politique. Il est encore maintenant impossible de savoir si M. Vorster n'a fait que profiter des bonnes dispositions de ses interlocuteurs, ou s'il avait réellement l'intention d'entrer, même partiellement, dans leurs vues. Aujourd'hui, les chefs d'Etat modérés d'Afrique sont plus que jamais d'avis que l'Afrique du Sud doit transformer profondément son système social. On n'a pas encore l'impression que, sauf une petite minorité libérale, les partis politiques et l'opinion publique d'Afrique du Sud blanche soient disposés à envisager de telles transformations. En attendant, on pousse la mise sur pied des Bantoustans et il est même prévu de donner prochainement l'indépendance à l'un d'entre eux, le Transkei. Là encore, il ne reste que peu de temps pour profiter du calme relatif qui continue à exister dans la population noire.

Les pays occidentaux suivent avec inquiétude les développements de cette région riche en ressources, de grande importance stratégique et où nombre de leurs ressortissants sont établis. La politique qu'ils ont suivie au cours de ces dernières années à l'égard de l'Afrique du Sud a été ambiguë. Sans s'opposer aux nombreuses condamnations prononcées contre le régime de

Pretoria, ils n'ont cependant pas donné suite aux recommandations de l'Assemblée générale des Nations Unies quant aux mesures économiques à prendre à l'égard du régime condamné. S'ils se sont en général, mais pas toujours, abstenus de livrer des armes, ils ont laissé les capitaux affluer dans le pays et leurs nationaux s'y rendre comme immigrants.

Ils n'ont pas non plus jugé utile de faire pression sur le gouvernement sud-africain pour l'amener à infléchir sa politique d'apartheid. Il est possible que l'imminence du danger les rende aujourd'hui un peu plus actifs.

La nécessité de réformes ici encore apparaît certaine. La situation est différente, bien entendu, de ce qu'elle est en Rhodésie, en raison du nombre même de la population blanche et de l'importance de la structure économique que les leaders noirs modérés souhaitent ne pas sacrifier. On peut se demander cependant si des réformes entreprises aujourd'hui arriveront encore à temps.

LA DOCTRINE SONNENFELDT

Depuis longtemps, l'opinion publique américaine est tenue en alerte par des révélations de tout ordre sur les activités de l'administration et des grandes firmes américaines à l'étranger. Ce qui est particulier à la période présente est que ces révélations sont utilisées par les nombreux candidats à la présidence aujourd'hui encore en piste. Elles ont contribué à donner à la politique étrangère une position centrale dans la campagne présidentielle.

Les critiques des concurrents de M. Ford s'adressent cependant moins à lui qu'à son Secrétaire d'Etat, M. Kissinger, dont les idées et le style ont toujours eu quelque chose d'un peu exotique dans le paysage politique américain.

Il est rare d'ailleurs que ces idées elles-mêmes, qui reposent sur des études très approfondies de l'histoire diplomatique et sur une expérience directe que beaucoup de négociateurs pourraient lui envier, soient critiquées. On s'en prend plutôt aux échecs patents de sa politique et on lui fait, dans certains domaines particulièrement sensibles pour l'opinion américaine, des procès d'intention.

M. Kissinger (comme d'ailleurs M. Ford) ne peut être exonéré de toute responsabilité à ce sujet, car ses déclarations nombreuses et souvent volubiles n'ont pas toujours contribué à clarifier les points en discussion.

Il est bon cependant de retenir que les adversaires de M. Kissinger, lorsqu'ils ont systématiquement articulé leurs critiques, n'ont pas évité les contradictions.

C'est ainsi que M. Kissinger a pu être accusé de mollesse à l'égard de l'URSS, en particulier dans des questions de défense, alors que le Congrès, d'où partent une bonne partie de ces critiques, lui refusait les moyens de s'opposer aux manifestations d'expansionnisme militaire du Nord-Vietnam et de Cuba.

Le paradoxe peut s'expliquer dans la perspective américano-centrique qui est celle de la classe politique des Etats-Unis, dans laquelle le refus d'engagement à l'étranger se combine fort bien et est même complémentaire avec l'idée d'un renforcement de la défense stratégique qui assurerait un avantage permanent sur l'URSS.

M. Kissinger lui-même, dans des déclarations confidentielles faites en décembre 1975 et qui viennent d'être publiées, a brillamment réfuté ce sophisme.

Un autre sujet qui ne manque jamais de susciter de vives réactions aux Etats-Unis est celui des satellites européens de l'URSS, auxquels de nombreux membres du Congrès sont rattachés par des liens ethniques, quand ils ne doivent pas leur siège aux minorités nationales correspondantes.

C'est ce qui explique la vigueur de la réaction aux divulgations de propos tenus à la même réunion au cours de laquelle M. Kissinger avait fait les déclarations que je viens de citer, propos qui ont aussitôt reçu le nom un peu pompeux de "doctrine Sonnenfeldt".

M. Sonnenfeldt passe pour le plus brillant des assistants du Secrétaire d'Etat. Il va bientôt quitter le service de l'Etat pour reprendre ses activités académiques. Ses liens étroits avec M. Kissinger permettent, à travers les attaques contre sa personne, d'atteindre le Secrétaire d'Etat et, indirectement, le Président.

Qu'a dit M. Sonnenfeldt? Il a constaté que l'Union soviétique n'était pas parvenue à construire avec les Etats de l'Est européen, dans les trente années qui ont suivi le deuxième conflit mondial, des relations raisonnables et normales allant au-delà d'une simple domination militaire. Les tensions internes qui en résultent à l'Est du Continent représentent, selon Sonnenfeldt, un danger plus grand pour la paix mondiale que celles qui sont la conséquence de la confrontation Est-Ouest. Pour les Etats-Unis, il en résulte qu'ils ont tout intérêt à encourager une politique permettant la création, entre l'Union soviétique et ses satellites Est européens, des rapports "organiques". On peut déduire des propos de Sonnenfeldt qu'il considère cette politique comme la continuation de la détente.

Les malentendus les plus graves se sont produits autour de l'expression "rapports organiques". Certains y ont vu une confirmation officielle américaine de la doctrine Brejnev. Un examen du texte le plus précis dont on dispose indique que Sonnenfeldt voulait dire exactement le contraire. Il mentionne spécifiquement la Pologne et la Hongrie comme des exemples de pays qui ont réussi à s'assurer une certaine marge de liberté à l'égard de l'Union soviétique, notamment dans le domaine intérieur. La Roumanie est également mentionnée, mais comme exemple d'indépendance, relative, dans la politique étrangère, compensée par une ligne rigoureuse à l'intérieur. Mais c'est au sujet de la Yougoslavie que Sonnenfeldt a été le plus mal compris. Comme il avait mentionné que Belgrade devait se montrer plus conciliant, on a cru qu'il préconisait une politique d'apaisement à l'égard de l'URSS. Il n'en était rien: Sonnenfeldt voulait faire dépendre le soutien de la Yougoslavie par les Etats-Unis d'une souplesse à leur égard. Il a précisé qu'un retour de la Yougoslavie dans le camp soviétique représenterait "un revers stratégique important pour l'Ouest". C'est la première fois depuis longtemps que Washington manifeste qu'il ne resterait pas indifférent au sort futur de la Yougoslavie. Il serait excessif de voir dans cette constatation de M. Sonnenfeldt une promesse d'aide concrète. Cependant la Yougoslavie semble ainsi sortir quelque peu de la fameuse zone grise entre l'Est et l'Ouest, dont les limites n'ont d'ailleurs jamais été définies avec précision par les Etats-Unis. M. Sonnenfeldt a d'ailleurs ajouté que l'intérêt des Etats-Unis à l'indépendance de la Yougoslavie ne pouvait être plus intense que celui des Yougoslaves eux-mêmes.

On constate donc que les déclarations de M. Sonnenfeldt n'annoncent en rien un changement de la politique américaine à l'égard de l'Est européen. Il a simplement rappelé le danger que représente pour la paix mondiale les explosions comme

celles de Berlin-Est (1953), de Budapest (1956), de Prague (1968), voire de Gdansk (1970). Sonnenfeldt souligne fort justement qu'à l'exception de la Bulgarie tous les pays de la sphère d'influence soviétique en Europe occidentale se sont une fois ou l'autre rebellés contre son autorité.

Ce que M. Sonnenfeldt avait manifestement à l'esprit, c'est la perspective idéale d'une "finlandisation" de l'Europe orientale qui assurerait aux voisins de l'URSS un respect assez étendu de leur souveraineté nationale, à l'intérieur et à l'extérieur, tout en donnant satisfaction aux besoins de sécurité de Moscou.

C'est, dans une note utopique, une idée voisine de celle que l'Occident a, dans une certaine mesure, poursuivie à la CSCE, c'est-à-dire d'accroître l'autonomie des pays de l'Est et la liberté individuelle de leurs citoyens.

Il serait tout à fait erroné de voir dans le raisonnement de M. Sonnenfeldt une capitulation devant l'idée de la division de l'Europe en blocs étanches. Une telle division serait une négation de l'idée de la CSCE qui fait, comme on le sait, de la souveraineté et de la liberté des aspirations communes à l'ensemble de l'Europe et indivisibles. Comme les premières indiscretions sur les thèses de M. Sonnenfeldt ont coïncidé avec les avertissements lancés par M. Kissinger contre une participation des partis communistes occidentaux aux gouvernements, certains ont interprété cette coïncidence comme signifiant que l'attitude américaine visait à empêcher des immixtions soviétiques en Europe occidentale en assurant l'URSS qu'elle n'avait rien à craindre de son côté.

En fait, tel n'est pas le cas. Les déclarations de M. Sonnenfeldt prouvent même que Washington continue à porter un intérêt constant aux développements en Europe orientale. L'expression un peu malheureuse de "rapports organiques" doit être vue comme un développement de la thèse de M. Kissinger, selon laquelle les Etats-Unis ne peuvent empêcher toute action expansionniste de l'URSS, mais qu'ils doivent veiller à ce que cette expansion soit strictement contrôlée.

M. Sonnenfeldt a déclaré à ce sujet que les Etats-Unis disposaient des moyens pour influencer la politique soviétique et amener l'URSS à changer la conduite de cette politique. Tel est, selon M. Sonnenfeldt, le but de la politique de détente.

LA VISITE DE M. MENDELEVITCH

Cette visite avait pour but de présenter une proposition soviétique de réunir trois conférences européennes consacrées aux questions de l'environnement, des transports et de l'énergie. Elle a eu lieu quelques jours après que la 31e session de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU, réunie à Genève, avait été saisie de cette proposition. Comme je vous l'exposerai tout à l'heure, cette initiative cherche à apparaître comme une suite de la Conférence d'Helsinki, sans que son but soit absolument apparent. L'exécution des décisions de la Conférence de sécurité (CSCE) a d'ailleurs été également le thème d'une rencontre d'experts des 18 membres du Conseil de l'Europe à Strasbourg et elle est encore examinée ces jours par une réunion de hauts fonctionnaires des quatre pays neutres (Suisse, Suède, Autriche, Finlande) qui se déroule à Helsinki à l'initiative de la Finlande.

Pour en revenir à la visite de M. Mendelevitch à Berne, elle n'était qu'une étape dans un itinéraire qui comprenait aussi Helsinki, Belgrade et Vienne, tandis que quatre autres émissaires parcouraient le reste de l'Europe. Les explications de M. Mendelevitch n'étaient pas inutiles, car l'idée avait été accueillie avec méfiance un peu partout en Europe, où l'on se demandait si l'URSS ne cherchait pas à rabaisser la Conférence de Belgrade qui doit se réunir en juin 1977 pour évaluer les résultats obtenus dans l'application de l'Acte d'Helsinki. Ici ou là, on avait également l'impression que l'URSS voyait dans la conférence sur l'énergie une sorte de compensation à son exclusion de la Conférence Nord-Sud de Paris, actuellement en cours, et qui traite de manière très large ce même problème de l'énergie.

Quelles qu'aient pu être les intentions du Kremlin, la Commission économique pour l'Europe a d'ores et déjà décidé de demander d'abord à son secrétaire exécutif un rapport sur la proposition soviétique, rapport qui doit être présenté à la prochaine session, en 1977. Les conférences proposées par l'URSS ne pourront donc avoir lieu avant la réunion de Belgrade. Le risque d'une dispersion dans le "follow-up" de la CSCE par la concurrence de différents forums mal coordonnés entre eux est ainsi écarté pour le moment.

C'est donc moins ce que M. Mendelevitch a eu à nous dire à ce sujet qui nous a intéressés que ses propos de caractère général sur la CSCE et la détente. Il a d'abord tenu à souligner que son gouvernement considérait l'Acte d'Helsinki comme un tout et qu'il avait l'intention de l'exécuter dans toutes ses parties. Il a mentionné, en particulier, l'annonce de manœuvres futures (on sait que l'URSS a donné le préavis prescrit pour les exercices qui ont eu lieu en janvier dans le Caucase), ainsi que certains progrès dans le domaine de la corbeille no 3 (contacts humains). Les dix principes de la CSCE, constituent, selon M. Mendelevitch, aujourd'hui une partie intégrante

des relations entre pays européens. Il n'est pas question d'y toucher pendant les prochaines décennies, a-t-il ajouté.

L'envoyé soviétique, se référant à l'Acte d'Helsinki, nous a informés en détails sur les négociations de Vienne concernant la réduction mutuelle des forces armées en Europe (MBFR).

Il me paraît particulièrement important de relever ce que M. Mendelevitch a eu à nous dire sur le thème "détente et lutte idéologique".

Il s'est d'abord borné à répéter la thèse de M. Brejnev, selon laquelle la détente n'exclut nullement la lutte idéologique, mais crée au contraire des conditions favorables à sa poursuite.

M. Mendelevitch a cependant distingué, non sans astuce, la "lutte idéologique", qui n'a rien à voir avec la détente et par conséquent ne peut lui nuire, et la "guerre psychologique" qui est au contraire particulièrement dangereuse. Le diplomate soviétique a fait clairement comprendre qu'il visait par là les efforts des pays occidentaux pour obtenir une extension des droits de l'homme et plus de liberté d'information à l'Est. En simplifiant un peu, on pourrait résumer les propos de M. Mendelevitch de la manière suivante: ce que nous faisons - la "lutte idéologique" - est en accord avec l'Acte d'Helsinki, ce que vous faites en revanche est de la "guerre psychologique" et le contredit.

Cela ne signifie pas que l'URSS veut se soustraire aux dispositions de la "corbeille no 3". Mais M. Mendelevitch a manifesté une fois de plus que l'URSS entend décider elle-même jusqu'à quel point la porte peut être ouverte et qu'elle tient,

comme elle l'a dit elle-même, à "garder la clé en main". Tout dépend selon lui de la marche future de la détente.

Cette conception est en parfait accord avec celles qui ont été défendues à Genève en son temps par la délégation soviétique et ne nous a donc nullement surpris. Il n'existe pas plus qu'avant de raisons de s'adonner aux illusions. Nous ne manquons pas cependant d'enregistrer avec attention les premiers pas, encore modestes, vers une amélioration.